



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **14 JUIN 2022**

**portant prescriptions complémentaires à la société TEGRAL
pour les installations de son site de carrière
situé sur les communes de Baldersheim (68) et Battenheim (68),
s'agissant notamment des montants de garanties financières**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V et l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU le dossier technique déposé en préfecture le 23 décembre 2005 dans le cadre de la demande de renouvellement de l'exploitation de la carrière et du transfert des installations de premier traitement vers les terrains localisés au Sud de la RD 20 bis ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 portant autorisation (renouvellement) d'exploiter une carrière, une installation de 1^{er} traitement de matériaux et une station de transit de matériaux minéraux solides, par la société TEGRAL sur les communes de Baldersheim et Battenheim, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2013 portant prescriptions complémentaires à la société TEGRAL, pour sa carrière de gravier de Baldersheim et Battenheim s'agissant de la modification d'exploitation et de remise en état d'exploitation et des montants de garanties financières de remise en état de la carrière, au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU la demande de la société TEGRAL du 18 mars 2021 pour une modification du phasage d'exploiter les terrains de la carrière pour les 2 dernières périodes quinquennales d'exploitation, avec une nouvelle estimation des montants des garanties financières ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 20 avril 2022 ;

Considérant que l'exploitant a démantelé deux de ses trois anciennes installations de traitements de matériaux et les a remplacées par des installations moins puissantes (rubrique 2515) et situées au lieu-dit Auf der Hart, au Sud de la carrière, et ce conformément au dossier technique associé à sa demande d'autorisation de décembre 2005 ;

Considérant que les parcelles contenues dans le dossier de demande d'autorisation de décembre 2005 situées au lieu dit Auf der Hart ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007, et qu'il convient de corriger cette omission ;

Considérant que la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées a évolué et qu'il y a lieu de mettre à jour la situation de l'installation par rapport au nouveau seuil de classement de cette rubrique ;

Considérant que l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé fixe une limite de rejet des eaux à 35 mg/l pour les matières en suspension totales (MEST) et stipule qu'aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites ;

Considérant que le rejet des eaux de procédé issues des opérations de lavage des matériaux est effectué dans le plan d'eau de la carrière, que ce plan d'eau n'est pas situé à proximité d'un captage en Alimentation en Eau Potable ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de maintenir la valeur limite de rejet dans l'eau de MEST à 30 mg/l tel que mentionné à l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 susvisé ;

Considérant que la modification de phasage d'exploiter reste dans les limites autorisées du site, n'en modifie pas le principe d'exploitation des terrains et n'est pas de nature à modifier les impacts du site tels qu'ils ont été étudiés et analysés dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que la modification du phasage n'est pas substantielle ;

Considérant que la modification du phasage d'exploiter ainsi que la prise en compte des surfaces consacrées aux installations de traitements des matériaux extraits de la carrière impactent le montant des garanties financières de remise en état et qu'il y a lieu de mettre à jour les montants prévus à l'article 31.1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 susvisé modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2013112-0019 du 22 avril 2013 susvisé ;

Considérant que les conditions de prélèvement restent soumises à l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007, il y a cependant lieu de rappeler à l'exploitant ses obligations vis-à-vis des ouvrages donnant accès à la nappe phréatique (puits ou piézomètre) ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant statuant sur sa demande ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société TEGRAL, dont le siège social est situé route de Bantzenheim – BP 10063 – 68392 BALDERSHEIM cedex, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de BALDERSHEIM et BATTENHEIM.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont complétées, modifiées ou supprimées par le présent arrêté :

Référence d'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté du 9 janvier 2007 (autorisation)	Le tableau du 3 ^e alinéa de l'article 1 « champ d'application »	Remplacé
	Le tableau du 3 ^e alinéa de l'article 3 « Périmètre autorisé »	Remplacé
	Le 3 ^e alinéa de l'article 23.1 « Eaux de procédé »	Remplacé et complété
	Article 31 « Garanties financières »	Prescriptions remplacées et complétées
Arrêté du 22 avril 2013 (prescriptions complémentaires)	Article 5	Prescriptions supprimées

Article 3 : Champs d'application

Le tableau du 7^e alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	2510-1	A	Superficie : Plan d'eau : 19 ha 89 a 58 ca Zone installation traitement : 5 ha 11 a 70 ca Totale : 25 ha 01 a 28 ca Tonnage annuel max : 180 000 t tonnage annuel moyen à extraire : 100 000 t quantité totale autorisée à extraire : 2.380.000 t
Broyage, concassage, criblage, ... mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	2515-1 a)	E	3 installations de traitement pour une puissance totale de 950 kW
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	2517	NC	Superficie de l'aire de transit de matériaux : 500 m ²

Article 4 : Périmètre autorisé

Le tableau du 3^e alinéa de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

Commune	Lieu dit	Section	Parcelle	Superficie autorisée (m²)
Baldersheim	Schnepfenstangen	21	25	1341
			28	10121
			115	23814
			116	19100
			117	6020
			118	35167
	Auf der Hart	21	37	7081
			38	580
			39	3499
			40	6414
			41	1642
			42	1089
			43	2801
			44	2481
			45	1501
			46	1120
			47	1042
			48	1263
			49	1390
			50	2818
			51	1000
			52	5788
			53	2902
			54	1548
			55	6474
Battenheim	Oberhartfeld	31	17	1669
			18	9329
			19	41735
			20	33827
			21	16835
TOTAL				251 391 m²

Article 5-1 : Eaux de procédé

Le 4^e alinéa de l'article 23-1 « eaux de procédé » de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La surverse de ces bassins dans le plan d'eau de la carrière est autorisée sous réserve que les eaux rejetées au plan d'eau respectent, à leur rejet, les valeurs limites suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) sur l'effluent non décanté, ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

Les valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. »

Article 5-2 : Eaux de procédé

Le dernier alinéa de l'article 23-1 « eaux de procédé » de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« À la fin de la phase 2022-2027, les eaux de procédé seront totalement recyclées. Aucun rejet d'eaux de procédé ne sera autorisé dans le plan d'eau. »

Article 6 : Garanties financières de remise en état

Les prescriptions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 sont remplacées et complétées par les dispositions suivantes :

« Article 31-1 : Manquement à l'obligation

La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant des carrières, est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Ces garanties sont destinées à assurer la remise en état après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la constatation effective par l'inspecteur des installations classées de la remise en état du site et la fin de la procédure de levée des garanties financières.

Le préfet met en œuvre les garanties financières soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site après exploitation, après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Le manquement à l'obligation de garantie est constaté par un procès-verbal établi par un inspecteur des installations classées ou un expert nommé par le ministre chargé des installations classées en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement. Copie du procès-verbal est remise à l'exploitant de l'installation. Ce manquement donne lieu, après mise en demeure, à l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 31-2 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est prioritairement divisée en périodes quinquennales et en période inférieure compte tenu de la durée d'exploitation autorisée. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état :

- en annexe de la demande d'autorisation,
- ou tout autre schéma d'exploitation et de remise en état produit ultérieurement dans le cadre d'une modification des conditions d'exploitation (modification de phasage) ou de remise en état, autorisé par le préfet et annexé à un arrêté de prescriptions complémentaires autorisant la modification.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Phases	2022-2027	2027-2032
GF (€)	143341	121368

(*) prise en compte d'un indice TP base 2010 de mai 2021 (114,0), soit un indice TP01 raccordé (coefficient de raccordement de 6,5345) de 744,93,

- taux de TVA de 20 %,
- soit coefficient α de $((114,0 \times 6,5345) / 616,5) * [(1+0,2)/(1+0,196)] = 1,21$. ».

En fin de chaque période, l'exploitant constitue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état comprenant le plan à jour des zones réaménagées à l'issue de la période.

Article 31-3 : Justification et établissement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, et à l'issue des aménagements préliminaires définis à l'article 9, l'exploitant adresse au préfet :

- l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période, selon le modèle réglementaire,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Dans un délai de 15 jours, comptés à la notification de tout arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires modifiant la période de garanties financières ou le montant de garanties financières et au plus tard le 1er mars 2013, l'exploitant adressera au préfet un nouvel acte de cautionnement des garanties financières de remise en état :

- du montant correspondant à la période concernée, et actualisé,
- valide jusqu'à l'échéance de cette période.

Article 31-4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir six (6) mois avant la date d'échéance du document.

A l'occasion de ce renouvellement, le montant des garanties financières est actualisé, en fonction de l'évolution de l'indice TP01.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, six (6) mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Article 31-5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq (5) ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, sur une période inférieure à celles mentionnées à l'article 31-2, et ce dans les six mois qui suivent cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 31-6 : Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 7 du présent arrêté, et, notamment lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières.

Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant l'échéance de la période en cours.

Article 31-7 : Levée de l'obligation de garanties financières

Le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées. Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.

La décision constatant qu'il n'y a plus lieu de maintenir les garanties financières est portée à la connaissance du garant par le préfet. »

Article 7 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux souterraines

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

La tête d'ouvrage est équipée d'un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent ; il doit permettre un parfait isolement de l'ouvrage, et notamment des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. L'ouverture du capot de fermeture est interdit par un dispositif de sécurité. En dehors des périodes d'intervention/prélèvement, le capot est cadenassé.

La tête de l'ouvrage est protégée de la circulation sur le site.

L'exploitant fait inscrire, **dans un délai de 15 jours maximum** après sa réalisation, tout nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Il informera le préfet du code BSS dans un délai de 2 mois maximum après sa déclaration.

L'exploitant surveille et entretient régulièrement les ouvrages de surveillance, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes.

Article 8 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Sanctions

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 10 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies de Baldersheim et Battenheim pour y être consultée. Un extrait est affiché aux dites mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Baldersheim et Battenheim. Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui doit l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées et les maires de Baldersheim et Battenheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Colmar, le **14 JUIN 2022**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2.

ANNEXES :

- plans de phasages (2022 – 2027 et 2027 – 2032)
- plan de la zone de transit 2517

